

Tuesday December 2nd, 2025

To: Evan Solomon-Minister of Artificial Intelligence and Digital Innovation

Subject: Urgent Call for Comprehensive Regulations on Artificial Intelligence and Dark Web Misuse to Protect Canadians.

Dear Minister Solomon,

I write on behalf of the National Council of Women of Canada to urgently request immediate and coordinated policy action to address the rapidly evolving threats posed by artificial intelligence (AI) technologies and activities on the dark web. While these technologies present beneficial opportunities, their misuse increasingly endangers the privacy, security, and safety of all Canadians—particularly women and children, who are disproportionately affected by online exploitation, harassment, and abuse.

Whereas the proliferation of AI and the dark web fuels escalating risks to vulnerable communities, and current legislative and regulatory frameworks in Canada remain fragmented and insufficient to fully protect against these harms, these facts along with Canada's obligations and duty to protect under the UNCRC, CEDAW, and domestic Charter rights we urge the Government to:

1. Adopt comprehensive, cohesive regulations specifically targeting the misuse of AI and dark web activities that threaten privacy and safety.
2. Ensure these regulations are nationally coordinated across federal and provincial jurisdictions to eliminate inconsistencies and gaps.
3. Commit to transparent annual reporting to Parliament on the progress of implementing these measures, including adherence to human rights standards and the measurable impact on protecting women and children in digital spaces.

The federal government's recent Artificial Intelligence and Data Act (AIDA) marks a promising step toward regulating high-impact AI systems. However, it must be urgently supplemented by clear provisions addressing AI-enabled harms and proactive dark web governance to close loopholes and ensure vulnerable populations are fully protected.

Sincerely,



Penny Rankin

President -National Council of Women of Canada

CC. The Right Honourable Prime Minister Mark Carney, P.C., M.P.

Hon. Marc Miller- Minister of Canadian Identity and Culture

Hon. Sean Fraser- Minister of Justice and Attorney General of Canada

Hon. Pierre Poilievre, Leader of the Conservative Party

Hon. Don Davies, Leader of the New Democratic Party

Hon Elizabeth May, Leader of the Green Party

Hon Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois

2 décembre 2025

Cher ministre Solomon,

Je vous écris au nom du Conseil national des femmes du Canada pour demander d'urgence une action politique immédiate et concertée afin de répondre aux menaces en rapide évolution que posent les technologies d'intelligence artificielle (IA) et les activités sur le dark web. Si ces technologies offrent des possibilités bénéfiques, leur utilisation malveillante met de plus en plus en danger la vie privée, la sécurité et la sûreté de toutes les personnes au Canada, en particulier les femmes et les enfants, qui sont touchés de manière disproportionnée par l'exploitation, le harcèlement et les abus en ligne.

Considérant que la prolifération de l'IA et du dark web alimente des risques croissants pour les communautés vulnérables, et que les cadres législatifs et réglementaires actuels au Canada demeurent fragmentés et insuffisants pour protéger pleinement contre ces préjudices, et compte tenu des obligations et du devoir de protection du Canada aux termes de la Convention relative aux droits de l'enfant, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des droits garantis par la Charte, nous exhortons le gouvernement à :

1. Adopter des règlements complets et cohérents visant spécifiquement la mauvaise utilisation de l'IA et les activités sur le dark web qui menacent la vie privée et la sécurité.
2. Veiller à ce que ces règlements soient coordonnés à l'échelle nationale entre les administrations fédérale et provinciales afin d'éliminer les incohérences et les lacunes.
3. S'engager à présenter au Parlement un rapport annuel transparent sur l'état de la mise en œuvre de ces mesures, y compris le respect des normes en matière de droits de la personne et l'impact mesurable sur la protection des femmes et des enfants dans les espaces numériques.

La récente Loi sur l'intelligence artificielle et les données (LIAD) adoptée par le gouvernement fédéral constitue un pas prometteur vers la réglementation des systèmes d'IA à incidence élevée. Toutefois, elle doit être complétée d'urgence par des dispositions claires visant les préjudices facilités par l'IA et une gouvernance proactive du dark web afin de combler les lacunes et de garantir une protection complète des populations vulnérables.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.



Penny Rankin
Présidente – Conseil national des femmes du Canada]